

# Constat de décès de l'idéologie républicaine : que faire ?



## Quelles orientations pour notre combat ?

Comme je l'observais dans mon dernier billet, le président de la République française, dans une interview de 12 pages donnée au magazine Valeurs Actuelles, vient de dresser le constat de faillite :

- de l'idéologie républicaine
- et donc de la république

toutes deux fondées sur le mythe rousseauiste du contrat social et sur l'idéologie révolutionnaire qui définit la république comme un corps d'individus associés, unis par un pacte républicain.

[macron-prend-acte-la-secession-musulmane-et-la-partition-de-la-france.html](http://macron-prend-acte-la-secession-musulmane-et-la-partition-de-la-france.html)

## **Ouverture à la prise de pouvoir par les musulmans.**

La conséquence immédiate du constat de sécession de fait de la communauté musulmane sera l'apparition de listes communautaires et la conquête de certaines municipalités par les islamistes.

Déjà des listes sont en préparation et il y a tout lieu de penser qu'une première vague prendra position dès les prochaines municipales.

Au-delà, il faut s'attendre, comme en Angleterre, à voir apparaître localement des tribunaux islamiques différenciés pour les musulmans.

### [les-tribunaux-islamiques-toleres-au-royaume-uni](#)

Au-delà encore, l'application d'abord partielle puis complète de la charia sur certaines parties du territoire.

Déjà en Angleterre, la prière est obligatoire avant les séances de certains conseils municipaux.

[AperçuAperçu2:21Angleterre maire musulman de Oldham Manchester impose la ...](#)

En attendant l'interdiction de l'alcool sur certaines parties du territoire...

## **Fin du mythe républicain, communautarisation de la France.**

- en prenant acte de la faillite du modèle d'intégration républicaine,
- en consacrant l'archipélisation communautaire de la France,
- en constatant la sécession de fait de la communauté musulmane,

le président de la République vient d'enterrer l'idéologie républicaine fondée sur l'adhésion contractuelle, individuelle et indivisible à la république : *''sans distinction d'origine,*

*de race ou de religion'' .*

Seule subsiste désormais l'illusion de la république, mais le fond n'y est définitivement plus. Il s'est fracassé sur son déni de la réalité naturelle.

Il n'y a plus d'adhésion individuelle des étrangers déliés de leurs liens communautaires antérieurs. Les nouveaux venus arrivent soudés aux communautés préexistantes et, plus leur nombre augmente, plus leur identification communautaire se renforce.

Ceci est d'autant plus compréhensible que le modèle républicain et ce qu'il a produit d'idées folles ne fait plus envie à personne, pas plus à eux qu'à nous.

Le modèle de civilisation décadente LibLib, (libérale libertaire) ne suscite plus aucune adhésion de la part des étrangers. Au contraire, il les dégoûte, (comme il nous dégoûte) et ils préfèrent se rassurer en se retournant vers leur culture et leurs mœurs d'origine.

Quoi de plus naturel en somme ?

Voilà exactement où nous en sommes et c'est désormais irréversible.

D'où le constat parfaitement fondé que fait Macron et sa déconstruction de l'idéologie républicaine.

**Fin du légalisme républicain, changement des conditions du combat.**

Que le président de la République française dresse ainsi l'acte de décès de l'idéologie républicaine et de la République change fondamentalement les conditions de notre combat et légitime de ne plus nous sentir contraints par le cadre républicain, ni par le légalisme.

La République n'existe plus, c'est le Président lui-même qui

nous le dit.

**Dont acte, la légalité républicaine n'existe plus, pas plus que l'obligation légaliste.**

**C'est cette évolution majeure que notre camp va devoir intégrer pour réorienter son combat pour la libération du peuple autochtone de France et vers la libération du sol national.**

**Perte de légitimité du président de la République.**

En incidente : quelle est désormais la légitimité d'un président de la République qui vient d'enterrer de la sorte la république et son fondement idéologique ?

C'est aux républicains de se poser la question et de voir quelle position ils vont tenir par rapport à cette époustouflante novation.

Pour le moment ils évacuent le problème par le mutisme, mais une fois le choc passé et la dissonance cognitive dépassée, nous verrons bien quelle conduite ils vont tenir et comment ils vont continuer à nous vendre les « valeurs de la république ».

Leur problème, c'est que maintenant que c'est dit, il n'y a plus de retour possible en arrière.

Sauf à passer pour un illuminé, Macron ne peut plus s'en dédire, d'où leur désarroi et leur silence figé.

**Annnonce d'une répression forcenée.**

Dans ces conditions, il va de soi qu'un Président et un régime à ce point fragilisés dans leur légitimité n'ont plus d'autre solution pour se maintenir que de se livrer à une répression féroce de leurs opposants.

On en avait senti les prémices lors des épisodes des Gilets

jaunes, on avait vu le durcissement de la censure et la suppression de la liberté d'expression, on avait vu le mensonge et la manipulation politique à l'œuvre comme dans les pires régimes totalitaires. Ce n'était sans doute qu'un avant-goût de ce qui nous attend.

Le plus dur reste à venir au fur et à mesure de la perte de contrôle par le pouvoir en place et de l'augmentation des tensions entre communautés. Nous devons nous y attendre, les opposants vont être réprimés comme jamais depuis la fin de la guerre et sans doute comme nous ne l'imaginons pas nous-même.

### **Antonin Campana, une analyse fondatrice.**

À ce point, je recommande à tous de lire et de relire l'analyse d'**Antonin Campana** sur le fondement de l'idéologie républicaine et sur sa critique.

Analyse jusqu'au chapitre XII, au-delà Campana propose ses solutions totalement novatrices et inédites qui demandent à être étudiées par tous les leaders de notre camp.

Ce texte qui remet en perspective et réactualise le fond doctrinal de notre camp, permettra à chacun de se remettre les idées en place et de mesurer la portée majeure de l'acte de décès dressé par le président de la République ; ainsi que les perspectives qu'il ouvre pour notre combat.

[\[pdf\] GRAND REMPLACEMENT, QUE FAIRE](#)

### **Qui dit élection, dit républicanisme et donc société ouverte.**

Comme A. Campana l'écrit lui-même :

« remettre en cause ou même vouloir réviser la forme républicaine de gouvernement n'est pas autorisé par le régime. Autrement dit, un parti ou un mouvement désirant mener une stratégie électorale devra obligatoirement, sous peine de dissolution, faire preuve de républicanisme.

Jouer le jeu électoral, c'est donc obligatoirement se soumettre à l'idéologie républicaine et à la notion de pacte social ouvert à tous les nouveaux venus ; c'est donc être objectivement immigrationniste.

Tout juste peut-on, en invoquant des raisons techniques (coût de l'immigration, chômage, insécurité...) et non de principe, demander un ralentissement des flux migratoires, ce qui n'est pas négligeable mais ne changerait rien sur le fond. Il est trop tard !

Des pays comme la Hongrie, la Pologne voire l'Espagne ou l'Italie peuvent sans doute encore, en plaçant des populistes à leur tête, contrecarrer l'installation de la société métissée.

Mais la loi du nombre s'impose déjà à des pays comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la Belgique.''

**Dans la République française, il n'y a pas de place dans le jeu électoral pour les porteurs d'une solution de libération du territoire national.**

Marine Le Pen le sait très bien qui refuse de distinguer les autochtones des allochtones et rejette toute solution de remigration.

Marine Le Pen, 15<sup>e</sup> Congrès du FN, 2014 :

*« Nous incarnons un espoir (...) nous sommes l'avenir, la fondation d'un nouveau contrat social (...). Nous sommes les seuls à être garants de la République ».*

*La stratégie électorale impose de soutenir le pacte républicain et de ne pas distinguer les autochtones du reste de la soupe mondialisée.*

Marine Le Pen, Brachay, 3 septembre 2016 :

*« Notre position est sans ambiguïté : quelle que soit*

*l'origine, la couleur de la peau, l'orientation sexuelle ou la religion, nous ne reconnaissons qu'une seule communauté, la communauté nationale ».*

Ce n'est donc pas du côté du RN qu'il faut attendre une solution de remigration ou de libération du territoire national.

**Fragmentation de l'opinion, abstention massive, rejet des partis politiques, perte de confiance dans les élites, poids des votes communautaires allochtones.**

Comme en l'état de la constitution, l'élection présidentielle commande toutes les autres et que tous ces éléments se combinent, il ne peut plus y avoir de consensus démocratique pour porter au pouvoir un candidat porteur d'un projet de libération du territoire national.

C'est définitivement impossible, il n'y a plus aucune solution électorale pour porter un projet de libération avant qu'il ne soit définitivement trop tard. Le consensus est introuvable. Tout le monde le sait, il est minuit moins une et nous n'avons plus le temps de faire basculer l'opinion.

Inutile d'espérer, il n'y aura pas de solution électorale au processus de Grand remplacement.

**Invalidation assurée pour des élections porteuses d'un projet incompatible avec la République.**

Et quand bien même il se trouverait un consensus ; cela s'est toujours vu, dès lors qu'un résultat électoral n'est pas conforme aux attentes du Système, il est immédiatement attaqué par tous les moyens ; voire invalidé.

Rappelons les 11 députés poujadistes invalidés en 56, les votes défavorables au traité de Maastricht annulés, les tentatives de déstabilisation de Trump, les manœuvres pour l'éviction de Salvini, les manœuvres pour faire échec au

Brexit, le complot pour éliminer les populistes en Autriche...

Tout est bétonné, partout. Et plus en France qu'ailleurs.

En effet, la France est un pays beaucoup trop symbolique pour les mondialistes pour qu'ils y laissent élire des populistes porteurs d'un projet de libération. Tous les moyens légaux existent pour invalider une élection qui ne conviendrait pas ou pour éliminer un candidat qui ne serait pas le bon. Cela s'est déjà vu.

Enfin, quand bien même un candidat porteur d'un projet populiste serait élu, voire en passe de l'être, vous verriez immédiatement les élections reportées ou annulées et se former une coalition ou un gouvernement d'union nationale pour sauver la République.

Qui peut imaginer un seul instant que nos adversaires nous laisseraient arriver au pouvoir par la voie électorale pour porter un projet de libération du territoire ?

**Les populistes au pouvoir uniquement pour porter la responsabilité du chaos.**

Le seul cas de figure où le système pourrait laisser les populistes arriver au pouvoir, ce serait pour leur faire assumer la responsabilité historique du chaos et ainsi s'exonérer de la sienne.

Ce serait le pire scénario, celui de libanisation de la France sous contrôle de la communauté internationale. Notre camp serait une nouvelle fois désavoué par l'Histoire et nous serions une nouvelle fois du côté des perdants.

C'est exactement le piège qui attend Marine Le Pen, si le système la laisse parvenir au pouvoir.

**Dès lors, sauf à se résoudre au chaos, deux solutions subsistent pour libérer le pays :**



- La solution nationaliste révolutionnaire de la prise du pouvoir à l'occasion d'un événement favorable et d'un collapsus du système.
- La solution autochtoniste proposée par A. Campana qui implique la partition de fait de la partie restée saine du peuple de France et son entrée en bloc en résistance.

Les deux présupposent la création d'une force unie.

C'est tout le problème de notre camp : s'unir en vue de l'action, en dehors du légalisme républicain auquel nous n'avons plus à nous soumettre depuis que le président de la République a établi le constat de décès de la République.

**C'est dans ce sens que l'interview donnée par Macron à Valeurs actuelles marque un tournant historique fondamental.**

**Tout notre camp doit en prendre conscience.**